

Les maires, le secteur privé et les ONG réclament une vision innovante et un plan pour l'avenir de la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent

Les défenseurs des Grands Lacs et du Saint-Laurent rencontrent des ministres clés à Ottawa



ALLIANCE for the
GREAT LAKES



environmental
defence



Ottawa (Ontario), 27 octobre 2016 – Aujourd'hui, l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent, le Council of the Great Lakes Region, la Commission des pêcheries des Grands Lacs et un regroupement d'organisations non-gouvernementales (ONG) incluant Freshwater Future, Stratégies Saint-Laurent, Alliance for the Great Lakes, le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec, l'Association canadienne du droit de l'environnement et Environmental Defence Canada ont invité le gouvernement du Canada à développer avec eux une vision commune et un plan d'action pour assurer la vitalité et la compétitivité de l'économie de la région et la santé à long terme de l'écosystème Grands Lacs-Saint-Laurent. Cette demande a été déposée lors de la première journée collaborative Grands Lacs-Saint-Laurent sur la Colline parlementaire.

« La région des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent est un corridor d'échanges commerciaux et un écosystème vital partagé entre le Canada et les États-Unis. La région comprend 84% de l'eau douce de surface d'Amérique du Nord et supporte une économie annuelle estimée à 5 800 milliards \$US. Cependant, nous n'avons pas de vision commune ni de plan pour bâtir une économie régionale forte tout en préservant la nature pour les générations futures », a déclaré Mark Fisher, président et directeur général du Council of the Great Lakes Region.

La coalition de maires, de leaders du secteur privé, de spécialistes des pêcheries et d'ONG environnementales demande au gouvernement fédéral d'entreprendre avec les acteurs régionaux un examen stratégique permettant de bonifier les programmes liés à la protection et la promotion de l'économie et de l'environnement des Grands Lacs et du Saint-Laurent. Cet examen contribuerait à poursuivre et à bonifier la mise en œuvre d'une approche qui intègre le développement économique et la protection de l'environnement et qui prend en compte les enjeux auxquels la région fera face dans le futur.

« En coordonnant nos efforts et nos investissements, nous transformerons la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent en leader mondial dans la lutte contre le changement climatique, le développement durable et la performance économique », a dit Denis Coderre, président de l'Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent.

Lors de leur première Journée sur la Colline parlementaire, ces défenseurs des Grands Lacs et du Saint-Laurent vont rencontrer de nombreux ministres, secrétaires parlementaires et leaders de l'opposition, incluant :

- Catherine McKenna, Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
- Marc Garneau, Ministre des Transports
- Scott Brison, Président du Conseil du Trésor
- Dominic LeBlanc, Ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne
- Jim Carr, Ministre des ressources naturelles
- Pam Goldsmith-Jones, Secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères
- Elizabeth May, Chef du Parti vert
- Rhéal Fortin, Chef intérimaire du Bloc québécois
- Député(e)s du Nouveau Parti démocratique du Canada, et
- Députés du Parti Conservateur du Canada

Selon Louis Charest, président de Stratégies Saint-Laurent (regroupement des Comités ZIP du Québec), ONG reconnue par le Plan d'action Saint-Laurent (PASL), « ce sont les efforts en matière de concertation et d'actions concertées réalisés par nos organisations face aux

problématiques de cet immense écosystème qui doivent être davantage soutenus. Il faut s'assurer de maintenir les acquis, et plus encore, donner à ces organisations des ressources pour améliorer la portée de leur action ».

« Cette Journée sur la Colline parlementaire nous permet de discuter de nombreux enjeux qui nous préoccupent avec les instances décisionnelles fédérales, tels que l'adaptation aux changements climatiques, la réduction des efflorescences d'algues nuisibles dans nos lacs et le transport sécuritaire de produits dangereux à proximité de nos cours d'eau », a ajouté Nancy Goucher, représentante de Freshwater Future, une ONG dédiée à la protection des Grands Lacs.

La Commission des pêcheries des Grands Lacs a souligné la menace posée par les espèces envahissantes pour l'écosystème des Grands Lacs et du Saint-Laurent ainsi que pour l'industrie de la pêche commerciale et sportive qui est évaluée à 8.3 milliards \$C annuellement.

« Nous devons demeurer vigilants dans notre lutte contre la lamproie marine et nous devons redoubler d'efforts pour empêcher toute carpe asiatique d'entrer dans les Grands Lacs et le Saint-Laurent. Pour ce faire, nous devons complètement séparer les Grands Lacs du bassin versant du fleuve Mississippi », a dit David Ullrich, président de la Commission des pêcheries des Grands Lacs.

-30-

CONTACTS :

Mark Fisher, Président et directeur
général, Council of the Great Lakes
Region
C : (613) 668-2044
E : mark@councilgreatlakesregion.org

Scott McKay, Gestionnaire des
programmes et des politiques,
Québec, Alliance des villes des
Grands Lacs et du Saint-Laurent
C : (514) 618-0297
E : scott.mckay@glslcities.org

Louis Charest, Président,
Stratégies Saint-Laurent
C: (819) 293-3879
E : f.poulin@live.ca